



Numéro PPQ/9400

mardi 3 mars 2015

## Les grands titres:

- L'ONU appelle à lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages
- Libye : l'ONU annonce la reprise du dialogue politique cette semaine
- Ebola : l'ONU appelle la communauté internationale à ne pas baisser la garde
- Le Soudan commence à délivrer des cartes d'identité aux réfugiés sud-soudanais, selon le HCR
- Soudan du Sud : le Conseil de sécurité prêt à imposer des sanctions
- Les trois-quarts de la planète ont peu accès aux médicaments antidouleur, selon un rapport
- Des milliers de réfugiés rejoignent le Cameroun après des affrontements au nord-est du Nigéria, selon le HCR
- Sri Lanka : l'ONU salue la transition pacifique du pouvoir et appelle à finaliser la réconciliation

## L'ONU appelle à lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages



**3 mars** - A l'occasion de la Journée mondiale de la vie sauvage, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mardi tous les secteurs de la société à se mobiliser afin de mettre un terme au commerce illicite d'espèces sauvages.

« A l'occasion la deuxième célébration de cette journée, les organismes des Nations Unies, les Etats Membres et de nombreux partenaires du monde entier tiennent à faire passer un message simple, mais fort : il est temps de s'attaquer sérieusement à la criminalité liée aux espèces sauvages », a déclaré M. Ban dans un message, en référence au thème choisi pour

l'édition 2015 de la Journée : « La criminalité liée aux espèces sauvages est une menace grave, prenons-la au sérieux ».

Le 20 décembre 2013, lors de sa 68ème session, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 3 mars, date anniversaire de l'adoption de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Journée mondiale de la vie sauvage. L'objectif de cette Journée est de célébrer la diversité de la faune et la flore sauvages et de sensibiliser la population mondiale aux avantages que la conservation de la nature procure aux êtres humains.

« Le commerce illicite d'espèces sauvages est devenu, au même titre que le trafic de drogue, la traite d'êtres humains et le trafic de marchandises contrefaites ou de pétrole, pour ne citer que ces sinistres exemples, une forme de criminalité transnationale qui met en jeu des techniques complexes », a poursuivi le Secrétaire général, déplorant le fait qu'une demande de plus en plus forte ainsi que la corruption et la défaillance de la gouvernance contribuent à nourrir cette activité illégale. En témoignent, selon lui, le rôle croissant qu'y jouent les réseaux de criminalité organisée et les groupes armés non étatiques.

Ban Ki-moon a affirmé que le commerce illicite d'espèces sauvages fragilise l'état de droit et menace la sécurité nationale, tout en dégradant les écosystèmes et en entravant fortement les efforts déployés par les populations rurales et autochtones pour gérer durablement leurs ressources naturelles.



« Lutter contre cette forme de criminalité est essentiel non seulement pour préserver les ressources naturelles et favoriser le développement durable, mais aussi pour favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité dans les régions en proie aux troubles, où ces activités illégales alimentent les conflits », a-t-il ajouté.

M. Ban a expliqué que pour lutter efficacement contre la criminalité liée aux espèces sauvages, il convient de mobiliser tous les secteurs de la société concernés par la production ou la consommation de produits provenant d'espèces sauvages, lesquels sont couramment utilisés dans la fabrication de médicaments, d'aliments, de matériaux de construction, de meubles, de produits cosmétiques, de vêtements et d'accessoires.

« La société tout entière doit appuyer l'action menée pour faire respecter la loi », a-t-il insisté, ajoutant que dans chaque pays, les entreprises et les citoyens peuvent jouer un rôle décisif, par exemple en refusant d'acheter ou de vendre aux enchères de l'ivoire ou des cornes de rhinocéros obtenus illégalement ou en insistant pour que les produits provenant des océans et des forêts tropicales soient obtenus légalement et issus de ressources gérées durablement.

« En cette Journée mondiale de la vie sauvage, j'engage tous les consommateurs, les fournisseurs et les gouvernements à considérer la criminalité liée aux espèces sauvages comme une menace pour notre avenir et celui de la planète, une menace à laquelle il est temps de s'attaquer sérieusement », a conclu le chef de l'ONU.

## Libye : l'ONU annonce la reprise du dialogue politique cette semaine



**3 mars** - La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a annoncé mardi que la prochaine session de pourparlers politiques inter-libyens aura lieu cette semaine au Maroc, après que toutes les parties prenantes invitées ont accepté d'y participer.

Les parties prenantes ont fait part de leur décision de participer à cette session à la suite de consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général Bernardino Leon lors de sa visite à Tobrouk et Tripoli lundi 2 mars.

« Les parties ont souligné la nécessité de reprendre le processus de dialogue comme le seul moyen viable pour trouver une solution pacifique à la crise politique en Libye et mettre fin au conflit militaire qui a causé beaucoup de souffrances à la population libyenne », a dit la Mission dans un communiqué de presse.

La MANUL a précisé que les parties prenantes ont accepté la proposition de l'ONU que les prochains pourparlers portent sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, incluant une discussion sur le futur Premier ministre et les futurs Vice-Premier ministres.

Les discussions porteront également sur les arrangements de sécurité pour préparer le terrain à un cessez-le-feu, sur le retrait progressif de tous les groupes armés des villes, sur les mesures pour contrôler les armements et les mécanismes adéquats de surveillance et de mise en œuvre ainsi que sur la finalisation du processus de rédaction de la Constitution dans le cadre d'un calendrier précis.

« Les Libyens ont payé un lourd tribut et ont beaucoup souffert au cours des derniers mois », a souligné la MANUL. « A ce moment crucial de la transition en Libye et alors que la fenêtre d'opportunité pour résolution pacifique du conflit diminue rapidement, la MANUL appelle toutes les parties à participer à la prochaine session de pourparlers avec un esprit constructif et un grand sens de responsabilité nationale ».

La Mission a également appelé à un arrêt immédiat des hostilités afin de créer « un environnement favorable aux pourparlers » et a exhorté les parties « à éviter les attaques réciproques qui ne font qu'accroître les tensions et contribuent à augmenter la violence ».

## Ebola : l'ONU appelle la communauté internationale à ne pas baisser la garde



**3 mars** - La communauté internationale est désormais à un tournant décisif de la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, alors que des signes encourageants laissent à penser que le gros de la crise est passé, a déclaré le chef de l'ONU.

« Cette année est marquée par une baisse significative des nouveaux cas », a salué le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans une série de remarques à l'occasion d'un événement musical organisé lundi soir au siège de l'Organisation, à New York. « Nous intensifions à l'heure actuelle nos efforts pour accroître notre maîtrise de

l'épidémie avant la saison des pluies », a-t-il précisé.

Intitulé « Stop Ebola and Build for the Future » (« Stopper Ebola et construire l'avenir »), le concert, qui a eu lieu dans l'enceinte de l'Assemblée générale de l'ONU, était organisé par le gouvernement de Sao Tomé-et-Principe, en collaboration avec les organisations non gouvernementales Friendship Ambassadors Foundation, United African Congress et Give them a Hand Foundation.

Le Secrétaire général a par ailleurs évoqué sa visite en décembre dernier dans les quatre pays les plus touchés par l'épidémie, à savoir la Guinée, le Libéria, le Mali et la Sierra Leone, dont le but était de mesurer les progrès dans la lutte contre le virus.

« Je suis revenu inspiré par le courage des survivants et de ceux qui travaillent avec abnégation en première ligne », s'est remémoré M. Ban, ajoutant qu'il y a à peine cinq mois, « les prévisions étaient plutôt sombres ».

« Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à une situation très différente. Nous savons que le virus d'Ebola peut être vaincu », s'est félicité le Secrétaire général, citant la qualité de la réponse mise en œuvre par les communautés et les autorités locales et nationales comme le principal facteur de ce succès.

Le Secrétaire général a rappelé combien le monde s'était uni à cette occasion pour former une « coalition planétaire sans précédent » des gouvernements, des organisations régionales, des acteurs de la société civile, des banques de développement et des fondations philanthropiques.

« Les pays proches et lointains, grands et petits, ont dépêché des experts, donné du matériel et engagé des fonds », a poursuivi M. Ban, tout en soulignant le rôle clé joué par l'ONU, notamment au travers de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE), « la toute première mission de santé d'urgence ».

M. Ban a par ailleurs renouvelé l'engagement de l'Organisation en faveur de l'objectif fixé par les Présidents de l'Union du fleuve Mano, à savoir une absence totale de nouveau cas d'ici à la mi-avril.

Cet objectif « zéro cas d'Ebola » faisait précisément l'objet ce mardi d'une conférence internationale visant à coordonner les efforts restant à livrer contre l'épidémie et à évaluer les mesures nécessaires au redressement des pays touchés, en présence des chefs d'Etat de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone.

Organisée au Palais d'Egmont à Bruxelles par l'Union européenne, cette « Conférence de haut niveau sur Ebola » a rassemblé 80 délégations et 600 participants, dont l'Envoyé spécial des Nations Unies sur Ebola, Dr. David Nabarro.

S'exprimant à cette occasion, Dr. Nabarro a affirmé que la phase actuelle de la réponse contre l'épidémie était sans doute la plus difficile.

« Nous devons tous rester pleinement mobilisés jusqu'à ce que la tâche soit terminée, d'autant plus que le virus se déplace et que certaines communautés éprouvent des réticences à prendre part à cette réponse », a-t-il ajouté.

L'Envoyé spécial du Secrétaire général a par ailleurs souligné que 900 millions de dollars faisaient toujours défaut afin de financer la réponse contre l'épidémie dans les six prochains mois, parmi lesquels 400 millions sont nécessaires pour financer

immédiatement des activités cruciales pour atteindre l'objectif « zéro cas d'Ebola ».

Egalement présent à Bruxelles, la chef du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, a rappelé l'importance de financer la reprise économique en Afrique de l'Ouest.

Mme Clark a ainsi appelé à un soutien international important en faveur des trois pays les plus touchés – la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée – pour remédier aux revers rencontrés par ces pays sur le plan du développement.

## **Le Soudan commence à délivrer des cartes d'identité aux réfugiés sud-soudanais, selon le HCR**



**3 mars** - Le gouvernement du Soudan a commencé à enregistrer les Sud-Soudanais vivant dans le pays et à leur délivrer des cartes d'identité leur donnant le droit de travailler et leur permettant d'accéder aux services essentiels, s'est félicité mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Cette procédure a commencé le 1er février et résulte d'un accord signé en décembre entre le HCR, le Commissariat soudanais pour les réfugiés et la Direction générale des passeports et de l'immigration », a expliqué un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse au Palais des Nations à Genève. « Plus de 54.000 Sud-Soudanais ont été enregistrés et près de 37.000 cartes d'identité ont déjà été produites à ce jour », a-t-il précisé.

Selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés, environ 500.000 Sud-Soudanais vivent actuellement au Soudan, dont 120.000 d'entre eux sont arrivés dans le pays depuis décembre 2013, suite à l'éclatement du conflit au Soudan du Sud voisin. Environ 350.000 autres étaient restés au Soudan après la sécession du Soudan du Sud en 2011.

En vertu de l'accord du 1er février, tout Sud-Soudanais âgé de plus de cinq ans se verra délivrer une carte d'identité pour toute la durée de son séjour au Soudan. Grâce à cette carte, il aura les mêmes droits que les citoyens soudanais. Les Sud-Soudanais auront notamment le droit de travailler et d'acheter des biens, ainsi que la liberté de mouvement et de vivre dans la localité de leur choix à travers tout le pays. Ils auront désormais également accès aux mêmes services que les citoyens soudanais.

« Le HCR appuie la mise en œuvre de cette initiative, à la fois financièrement et en fournissant une expertise technique », s'est félicité le porte-parole, précisant que des centres d'enregistrement ont été établis dans 12 sites à l'intérieur de l'Etat de Khartoum, où il est prévu que la procédure se poursuive jusqu'en mars avant d'être étendue à travers l'ensemble du pays.

Depuis le début de la situation d'urgence au Soudan du Sud, le HCR et ses partenaires ont aidé plus de 84.000 Sud-Soudanais arrivés au Soudan, essentiellement en identifiant les personnes vulnérables et en leur fournissant une assistance.

« Nous menons des programmes concernant les recherches pour le regroupement familial et la réunification des enfants non accompagnés et séparés de leurs familles ; des initiatives pour les moyens d'existence au bénéfice des femmes à risque et une assistance matérielle aux personnes âgées et handicapées qui sont originaires du Soudan du Sud », a précisé M. Edwards.

Selon les estimations du HCR, la violence au Soudan du Sud a déplacé plus de deux millions de personnes au cours des 14 derniers mois, dont plus de 500.000 ont traversé la frontière vers l'Ethiopie voisine (196.000), le Kenya (45.000), le Soudan (121.000) et l'Ouganda (144.000).

## Soudan du Sud : le Conseil de sécurité prêt à imposer des sanctions



**3 mars** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté mardi, à l'unanimité, une résolution dans laquelle il se dit prêt à imposer des sanctions ciblées, notamment une interdiction de voyager et un gel des avoirs, afin d'appuyer la recherche d'une paix durable au Soudan du Sud.

Dans cette résolution, le Conseil de sécurité se déclare préoccupé par le fait que les deux parties n'aient pas honoré les engagements qu'elles ont pris à ce jour et qu'elles n'aient pas véritablement lancé le processus de paix qui doit conduire à un règlement politique de la crise.

Le Conseil condamne les violations « flagrantes et persistantes » des accords, signalés par le Mécanisme de surveillance et de vérification de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

Les membres du Conseil de sécurité expriment leur intention de prendre toutes les sanctions qui pourraient alors s'imposer, notamment un embargo sur les armes et la désignation des hauts responsables se livrant à des actes ou des mesures qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Soudan du Sud.

L'interdiction de voyager et le gel des avoirs s'appliqueront aux dirigeants du gouvernement sud-soudanais, des partis d'opposition, des milices ou autres groupes qui seraient désignés par le futur Comité des sanctions.

La résolution détaille les activités et politiques qu'il s'agit de sanctionner, ainsi que les conditions dans lesquelles seront décidées l'interdiction de voyager et le gel des avoirs. Elle explique également les mandats du Comité des sanctions qui devrait être épaulé par un groupe d'experts.

Ces sanctions entreront en vigueur à la lumière du premier réexamen de la situation que le Conseil entend effectuer après le 5 mars 2015, date butoir fixée par l'IGAD pour le processus de paix, puis après le début prévu de la période de pré-transition le 1er avril 2015, et par la suite tous les 60 jours « ou plus souvent s'il y a lieu ».

## Les trois-quarts de la planète ont peu accès aux médicaments antidouleur, selon un rapport



**3 mars** - Environ 5,5 milliards de personnes n'ont pas accès ou ont un accès limité aux médicaments contenant des stupéfiants tels que la codéine ou la morphine, ce qui fait que 75% de la population mondiale n'a pas accès à un traitement approprié contre la douleur, selon un rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) publié mardi.

L'OICS, qui est un organe technique indépendant de l'Organisation des Nations Unies, note qu'environ 92% de la morphine utilisée dans le monde est consommée par seulement 17% de la population mondiale, principalement aux États-Unis, au Canada, en Europe de l'Ouest, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Selon le rapport, les gouvernements ont l'obligation de combler ce fossé en matière de disponibilité des médicaments et substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques afin de se conformer aux Conventions sur le contrôle international des drogues.

Le rapport note que les catastrophes naturelles et les conflits armés à travers le monde peuvent limiter l'accès aux médicaments essentiels.

Dans ce contexte, l'OICS rappelle aux Etats que « dans les situations d'urgence médicale, des mesures de contrôle simplifiées peuvent être mises en place ». Cela fut ainsi le cas aux Philippines après le typhon Haiyan en 2013, lorsque l'OICS a indiqué à tous les pays, ainsi qu'aux fournisseurs de l'assistance humanitaire, les procédures simplifiées pour l'exportation, le transport et la fourniture des médicaments contenant des substances faisant l'objet d'un contrôle international.

« Les Etats devraient également savoir qu'en vertu du droit international humanitaires, les parties à des conflits armés doivent autoriser l'accès aux soins médicaux, y compris l'accès aux médicaments essentiels, pour la population civile dans les territoires sous leur contrôle », a précisé l'organe des Nations Unies.

## Des milliers de réfugiés rejoignent le Cameroun après des affrontements au nord-est du Nigéria, selon le HCR



**3 mars** - Environ 16.000 réfugiés nigériens ont rejoint la région de l'Extrême-Nord au Cameroun ce week-end après avoir fui des attaques au nord-est du Nigéria entre les forces armées régionales et les insurgés, a indiqué mardi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Les autorités affirment que d'autres réfugiés continuent de traverser ces zones frontalières extrêmement instables, principalement dans les zones isolées de Makaria, Logone Birni et Fotokol – juste au sud du lac Tchad et sous le coup d'attaques répétées par les insurgés nigériens depuis plusieurs semaines.

Le HCR a précisé qu'il travaillait avec les autorités camerounaises pour transférer les réfugiés aussi vite que possible loin des zones de conflit vers un site de transit à Kousseri.

« A cause du conflit actuel entre les forces armées et les insurgés sur le territoire camerounais, le HCR n'a pas accès aux zones frontalières où les réfugiés sont arrivés », a indiqué un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, aux journalistes à Genève. Avec ses partenaires humanitaires, l'agence onusienne s'appête à procéder à un enregistrement des réfugiés sur le site de transit et à fournir une aide d'urgence aux nouveaux arrivants en matière de santé, de nutrition, d'eau et d'alimentation.

Les convois de transfert depuis la frontière jusqu'à Kousseri commenceront mercredi. Suite aux procédures d'identification des réfugiés, le HCR organisera le transfert quotidien de 2.000 réfugiés jusqu'au camp de Minawao où la construction en urgence pour des abris et des infrastructures d'assainissement sont déjà en cours. A Minawao, le HCR fournira également des articles de secours, comprenant des couvertures, des ustensiles de cuisine et du savon. Le camp abrite actuellement 32.600 réfugiés nigériens.

Adrian Edwards a indiqué que le gouvernement camerounais continue de fournir les escortes essentielles aux convois humanitaires et de transfert des réfugiés afin d'assurer une protection physique aux réfugiés et au personnel humanitaire.

« Compte tenu de l'évolution rapide de la situation sécuritaire dans la région et des afflux de réfugiés encore attendus, nous envisageons avec les autorités la possibilité d'établir un second camp de réfugiés, plus loin de la région frontalière instable. Etant donné la rareté de l'eau aux alentours de Minawao, le HCR recherche un emplacement pour un second camp qui fournira des niveaux suffisants d'eau potable pour une population réfugiée à croissance rapide dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord », a-t-il indiqué.

Une fois les identifications achevées, ces tout derniers mouvements de population devraient augmenter le nombre total de réfugiés nigériens au Cameroun jusqu'à près de 66.000.

Parallèlement, au Niger, des attaques d'insurgés – survenues début février dans les villes de Bosso et Diffa – ont encore aggravé la situation humanitaire dans la région, avec le déplacement interne d'une population estimée à 50.000 personnes vers la ville de Zinder et à travers la région de Diffa.

D'après les autorités, plus de 100.000 personnes ont trouvé refuge au Niger ces deux dernières années, y compris des réfugiés nigériens et des Nigériens rapatriés.

Le conflit au nord-est du Nigéria a également forcé près de 18.000 personnes à fuir vers l'ouest du Tchad, dont plus de 15.000 depuis début janvier après les attaques majeures contre la ville de Baga dans l'Etat nigérian de Borno.

## Sri Lanka : l'ONU salue la transition pacifique du pouvoir et appelle à finaliser la réconciliation



**3 mars** - Au terme d'une visite de quatre jours au Sri Lanka, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a salué la transition pacifique du pouvoir suite à l'élection présidentielle qui a eu lieu dans le pays en janvier et a encouragé le nouveau gouvernement à mettre définitivement fin aux tensions entre communautés.

« Vos élections démocratiques et la transition pacifique ont non seulement inspiré les citoyens du Sri Lanka, mais aussi attiré l'attention de nombreux amis du Sri Lanka au sein la communauté internationale », s'est félicité M. Feltman dans une déclaration de presse à

Colombo, la capitale du pays.

Le scrutin, qui a eu lieu le 8 janvier 2015, opposait le Président sortant en exercice depuis 2005 et candidat à un troisième mandat, Mahinda Rajapaksa, au candidat victorieux de la coalition de l'opposition, Maithripala Sirisena. A l'issue d'un processus électoral que le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait loué pour son bon déroulement, M. Rajapaksa avait reconnu sa défaite et transmis pacifiquement les rênes du pouvoir à M. Sirisena.

Suite à cette passation démocratique du pouvoir, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, avait demandé et obtenu du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation le report de six mois de l'examen d'un rapport très attendu portant sur des allégations de violations des droits de l'homme durant le conflit au Sri Lanka. Cette décision, à titre exceptionnel, était intervenue suite à la volonté affichée par le nouveau gouvernement du pays de coopérer avec M. Zeid sur toute une gamme de questions importantes concernant les droits de l'homme, ce à quoi le gouvernement précédent s'était toujours refusé.

Dans ce contexte, le Secrétaire général adjoint s'est rendu samedi 28 février au Sri Lanka, où il a rencontré le Président Sirisena, son Ministre des affaires étrangères par intérim, Ajith Perera, ainsi que des hauts responsables de partis d'opposition, y compris ceux de l'Alliance nationale tamoule. Le jour suivant, dimanche 1er mars, M. Feltman s'est rendu à Jaffna, la capitale de la Province du Nord, où il a rencontré les autorités locales et des responsables de la société civile.

« Nous accueillons favorablement l'engagement du gouvernement à promouvoir la réconciliation, la responsabilité et les droits humains », a déclaré le Secrétaire général adjoint, précisant qu'il avait exhorté les autorités à prendre des mesures à court terme pour « résoudre les questions concernant la terre, les détentions, les disparitions et l'attitude de l'armée dans des zones civiles ».

« A plus long terme, j'ai exprimé durant mes réunions l'attente des Nations Unies et de la communauté internationale que le gouvernement développe dans les mois à venir – comme il l'a promis – un cadre solide de reddition de comptes qui réponde aux normes et règles internationales et qui soit perçu comme crédible au Sri Lanka », a-t-il poursuivi.

M. Feltman a ajouté que le déficit de confiance entre les différentes communautés du pays, en particulier entre les Tamouls et les Cinghalais, était toujours palpable.

« Nous avons donc encouragé les dirigeants nationaux et les acteurs politiques à travailler sur toutes ces questions dans un esprit d'inclusion et de consultation », a dit le Secrétaire général adjoint, précisant que l'inclusion impliquait la participation de toutes les communautés à ces différents processus.

M. Feltman a réaffirmé le soutien de l'ONU et de son Secrétaire général en faveur de la mise en œuvre de la réconciliation et de la mise en œuvre d'un processus de reddition de comptes au Sri Lanka. « Mais c'est avant tout aux Sri-Lankais eux-mêmes de décider de la façon de traiter les questions du passé afin de construire un avenir commun », a-t-il conclu.